

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Crime-nucleaire-la-campagne-de-la-derniere-chance>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Echos des luttes antinucléaires > **Crime nucléaire : la campagne de la dernière chance**

31 mars 2021

Crime nucléaire : la campagne de la dernière chance

Deux risques majeurs menacent la planète : climatique et nucléaire. Le premier n'est pas assez combattu, mais il est désormais universellement reconnu. Le second n'est ni combattu, ni reconnu. Il est au contraire promu, sous ses formes militaire et civile, par tous les chefs d'Etats Dotés d'Armes Nucléaires (EDAN), à commencer par la France : "Pas de nucléaire civil sans nucléaire militaire, pas de nucléaire militaire sans nucléaire civil !" (Macron, Le Creusot, 8.12.2020). Préparons la catastrophe...

De 2019 à 2025, la France fait passer de 4 à 6 milliards par an le budget pour moderniser ses armes nucléaires (dépense : 19,5 millions d'Euros par jour pendant 7 ans). Sans compter leur entretien et leur service. La Grande-Bretagne augmente le nombre de ses ogives nucléaires de 180 à 260 (+ 45 %). Etats-Unis, Russie, Chine font de même. Résultat : les tensions militaires et climatiques nous placent à 100 secondes de l'Apocalypse selon les savants atomistes. Depuis 1945, jamais nous n'en avons été aussi près. Mais en France, personne n'en parle et personne n'en parlera pendant les élections de 2022. C'est un scandale démocratique et c'est un crime contre l'humanité. CONTRE NOUS.

La France refuse catégoriquement de signer le TIAN (Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires) et a entraîné les autres EDAN à en faire autant. Mais on peut l'obliger à respecter l'article 6 du TNP (Traité de Non-Prolifération) qu'elle a signé en 1992, exigeant que les Etats nucléaires négocient l'élimination complète de leurs armes. Il nous reste un moyen de l'imposer : le "référendum d'initiative partagée". D'après l'IFOP, 85 % des Français répondraient OUI à la question : "Approuvez-vous que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et radioactives et engage avec l'ensemble des Etats concernés des négociations visant à établir, ratifier et appliquer un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?"

Une Proposition Parlementaire de Loi, déjà signée par 50 députés et sénateurs appartenant à 14 groupes parlementaires prévoit d'organiser un référendum sur cette question. Il faudrait 185 signatures de parlementaires, puis 10 % de soutiens citoyens recueillis par Internet ou en mairie en 9 mois. Selon le même sondage, les Français sont 82 % à vouloir être consultés par référendum et être

prêts à apporter leur soutien. C'est donc possible ! Nous avons jusqu'au 30 juin 2021 pour obtenir les 135 signatures manquantes.

Ce référendum pourrait changer la face du monde en imposant à la France de négocier avec les autres Etats nucléaires l'élimination totale de leurs arsenaux. ACDN appelle les parlementaires et tous les citoyens épris de paix à se mobiliser pour faire prévaloir cette politique de bon sens et de survie de l'humanité. Le peuple français peut ouvrir la voie à un autre monde. Soutenez sans délai cette campagne en écrivant à :

contact@acdn.net ACDN, 31 Rue du Cormier, 17100 Saintes www.acdn.net

NOM :

Prénom :

Qualité :

Adresse :

Code

Ville

E-mail

approuve la Proposition Parlementaire de Loi visant à organiser un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires et radioactives. contacte les parlementaires suivants pour leur demander de signer la PPL :

soutient financièrement la campagne par un don à ACDN souhaite recevoir la documentation d'ACDN (PPL, campagne référendaire, jeûne collectif tournant à partir du 15 mai 2021, Festival « Désarmer pour vivre » à Saintes du 6 au 9 août 2021).

Le A Signature :